

Sommet Climat des Nations Unies – New York – 23 septembre 2014

– Catalyser l'action –

Déclaration commune de représentants d'acteurs non-étatiques

1 / Nous, signataires de la présente déclaration, par ailleurs membres et représentants des groupes majeurs et « constituencies » reconnus par les Nations Unies, avons décidé de nous exprimer d'une seule voix sur les impératifs qui doivent fonder l'accord global sur le changement climatique qui doit être adopté en 2015 à Paris.

Nous représentons une grande diversité d'acteurs travaillant du niveau local au niveau international pour lutter CONTRE le changement climatique et POUR une transition juste vers un développement durable, bas-carbone et résilient au changement climatique.

Notre action est guidée par l'absolue urgence scientifique du changement climatique, soulignée par les récents rapports du GIEC, et la priorité de limiter l'augmentation de la température globale à moins de deux degrés au-dessus des niveaux préindustriels.

Nous appelons les gouvernements nationaux à s'engager dans le sens de ce qui est requis par la science, pour des actions d'atténuation et d'adaptation ambitieuses, rapides et efficaces pour répondre au changement climatique global.

2 / Il est maintenant établi que l'action climatique sera essentielle au développement, le changement climatique représentant une grande menace pour les efforts de développement. Nous considérons donc que les négociations sur le climat et celles sur l'agenda post-2015 du développement sont fortement interconnectées et qu'un résultat positif sera nécessaire dans chacun de ces deux processus en 2015 pour assurer une action efficace contre le changement climatique et pour un monde durable, équitable et fondé sur les droits.

- Les Objectifs de Développement Durable (ODD) doivent intégrer l'urgence climatique, sous la forme d'un objectif « changement climatique » spécifique, et garantir que tous les ODD sont compatibles avec la lutte contre le changement climatique et la résilience, en particulier concernant l'urbanisation durable, l'adaptation de l'agriculture de petite échelle et l'accès à l'énergie renouvelable pour tous.
- Les négociations climatiques doivent prendre en compte la façon dont l'action et l'inaction contre le changement climatique affecteront les aspirations globales de développement durable à travers le monde.
- La question de l'équité doit être au fondement de cet agenda. Chaque pays va devoir s'engager, en prenant en considération le principe des responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives, ainsi que l'urgence de la crise.

3 / Pour atteindre avec un niveau de certitude élevé l'objectif de limiter l'augmentation de la température globale à moins de deux degrés, nous appelons à atteindre l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre, avec le développement rapide de l'efficacité énergétique, de technologies non carbonées ne présentant pas de risques environnementaux et, dans la mesure où c'est techniquement possible, avec l'objectif de long-terme d'atteindre 100% d'énergies renouvelables dès que possible.

Nous appelons à un accord ambitieux et légalement contraignant à Paris pour la période post-2020, qui intègre cet objectif de long-terme, nous attendons donc des avancées politiques significatives et des propositions concrètes à Lima pour la période 2015-2020.

Nous demandons aux gouvernements nationaux d'accélérer très rapidement leurs réductions d'émissions avant 2020 et de définir des objectifs d'émissions cohérents avec l'échelle d'urgence pour la période 2020-2025.

4 / Nous sommes conscients de la complexité des négociations et nous pensons qu'un accord entre gouvernements seul ne sera pas suffisant pour répondre aux défis auxquels nous faisons face. Les acteurs non-étatiques que nous représentons s'engagent à poursuivre leurs actions au quotidien, aux niveaux local et régional, pour lutter contre le changement climatique. Ils prennent déjà part à un agenda transformatif et définissent de nouveaux modèles de développement. Leurs efforts seront donc essentiels au succès et à l'ambition des accords intergouvernementaux.

Les contributions des différents acteurs, notamment la production de nouveaux savoirs, la formation de l'opinion publique, la formulation d'options de politiques publiques, et les actions multi-niveaux seront nécessaires pour établir et mettre en œuvre un accord ambitieux et légalement contraignant en 2015 à Paris, ainsi que pour augmenter significativement les initiatives d'ici à 2020 pour combler l'écart en termes d'atténuation et d'adaptation.

Sur la base de l'expérience de nos organisations dans le domaine de la médiation publique, nous croyons que chaque citoyen devrait être capable de comprendre ce qui est en jeu dans les négociations climatiques. Les citoyens doivent savoir que les accords internationaux auront des impacts positifs sur leur qualité de vie et leur bien-être. Ils doivent aussi savoir qu'ils peuvent jouer un rôle actif et ce sur quoi leurs gouvernements doivent leur rendre des comptes.

5 / Nous soulignons qu'il est essentiel de consolider la confiance entre les gouvernements nationaux et de respecter les engagements internationaux existants, en particulier en :

- Renforçant les engagements contraignants et volontaires d'atténuation ainsi que les partenariats à tous les niveaux, afin de réduire considérablement et immédiatement les émissions de GES, afin de garder la fenêtre des deux degrés ouverte jusqu'à ce que le nouvel accord entre en vigueur ;
- Contribuant au Fonds vert pour le Climat, désormais opérationnel, et en respectant les engagements financiers pris depuis Copenhague. Apporter aux pays en développement les ressources dont ils ont besoin pour l'atténuation et l'adaptation sera un élément clé du futur accord.

6 / Nous prenons acte du fait que, dans ce moment important pour le futur des négociations, le Secrétaire Général Ban Ki-moon appelle à un Sommet climatique le 23 septembre 2014 à New York. Les chefs d'Etat doivent saisir cette opportunité pour envoyer un signal de leur engagement pour un accord fort et juste en 2015 et pour un changement global dans les investissements, en rupture avec les énergies fossiles et les émissions de GES, et en faveur d'un futur bas-carbone et résilient au changement climatique pour tous.

7 / Nous croyons en et appelons à un dialogue renforcé entre acteurs non-étatiques, par une coordination régulière entre les organisations qui les représentent au niveau international, sur les questions clés liées au changement climatique et à l'agenda post-2015.

Dans cet esprit, nous poursuivrons le dialogue et la coordination entre les groupes majeurs et les « constituencies », pour des expressions communes à chaque étape des processus de négociation sur le climat et sur l'agenda post-2015.

8 / Chaque groupe d'acteurs non-étatiques porte une part de la solution globale. Sans la mobilisation de tous les acteurs non-étatiques, il ne sera pas possible de réaliser collectivement les engagements pris par les gouvernements nationaux. Les accords internationaux en cours de discussion devront donc inclure les moyens de permettre l'implication active des acteurs non-étatiques dans le futur cadre, en particulier en ce qui concerne le financement, le renforcement de capacités et la participation à la prise de décision, la mise en œuvre et le suivi des actions nécessaires.

Nous encourageons fortement le développement de la coopération internationale entre les acteurs non-étatiques, et soulignons que la régulation, la responsabilité et la transparence sont essentiels pour réaliser le développement durable dans tous types de projets.

Nous appelons les autorités organisant les négociations de 2015 de maximiser l'espace et les ressources afin de faciliter l'expression et le dialogue avec les acteurs non-étatiques.

Nous avons décidé de soutenir mutuellement les recommandations suivantes pour lesquelles se battent nos « constituencies » :

Entreprises et industrie. En tant qu'acteurs clés, nous continuerons de donner la priorité :

- au partage d'expertise : coopération en matière de recherche et d'éducation pour diffuser l'innovation et la création d'emploi ;
- à la mobilisation des investisseurs : un portefeuille de technologies équilibré pour un accès abordable à l'énergie, pour réduire les émissions de GES, pour promouvoir l'efficacité énergétique, avec la référence du prix du carbone ;
- à la flexibilité : pour définir des actions appropriées à travers des accords industriels par secteurs ;
- à l'action ascendante (bottom-up) : des partenariats public/privé locaux pour unir les forces pour les réseaux intelligents, les bâtiments intelligents, les technologies de ville durable...
- au reporting et au contrôle : systèmes de mesures transparents et standardisés, reporting et vérification pour éviter les distorsions de marché.

Nous appelons aussi de nos vœux un cadre simple, prévisible et stable, permettant la programmation d'investissements de long-terme.

Enfants et jeunesse. Nouvelle et prochaine génération de travailleurs, décideurs, consommateurs et citoyens, nous devons être reconnus comme des acteurs clés pour assurer le succès et la durabilité du futur accord. Par la mise en œuvre de projets d'atténuation, d'adaptation et de sensibilisation au sein de nos communautés, les jeunes et enfants agissent chaque jour pour aider à construire le monde dans lequel ils passeront la majeure partie de leur vie. Nous devons aussi être associés au processus de prise de décision à tous les niveaux (par exemple, avec la généralisation du Youth Delegate Programme). Intégrer l'équité intergénérationnelle comme principe essentiel de toute prise de décision est vital pour garantir la qualité de notre futur et de celui des générations à venir. Enfin, renforcer l'éducation sur les questions climatiques sera essentiel pour la mise en œuvre de tout accord. Le soutien à toutes les initiatives volontaires consacrées à la lutte contre le changement climatique à tous les niveaux est nécessaire.

Agriculteurs. Nous, exploitants agricoles de toutes tailles, incluant les femmes, les éleveurs, les activités agroforestières et les pêcheurs, représentons la majorité des habitants de nombreux pays partout dans le monde. Alors que nous sommes les citoyens qui assurons la production de nourriture, de ressources renouvelables et de paysages, nos moyens de subsistance et ceux d'autres citoyens dépendent fortement de la signature d'un accord sur le climat solide et adossé à un agenda post-2015 du développement robuste. Les agriculteurs atténuent les émissions de GES nocives par des pratiques agricoles durables mais, dans de nombreuses régions du monde, doivent lutter contre un climat en constante évolution. Il est essentiel de développer l'accès aux savoirs et aux technologies permettant de mieux s'adapter et d'atténuer le changement climatique, mais aussi d'encourager de telles pratiques. L'agriculture doit donc jouer un rôle clé dans le futur accord. Nous continuerons à travailler pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables et résilients, afin d'assurer la sécurité alimentaire, de protéger les ressources naturelles, de répondre aux enjeux du changement climatique et de soutenir un développement équitable pour tous.

Peuples autochtones. Nous représentons plus de 370 000 000 de personnes venant de différents nations, peuples et communautés du monde entier, et nous occupons 20% du territoire global. Nous sommes les gardiens de la Terre mère mais nous sommes les plus affectés par l'impact du changement climatique, à travers la dégradation des terres, la destruction de la forêt, les déplacements de nos territoires, etc. Parce que notre vie est liée à l'environnement, nous avons développé un savoir traditionnel sur la gestion, la protection et la réhabilitation des terres et des ressources naturelles pour un développement durable. Les peuples autochtones sont les « actionnaires » clés et doivent être pleinement et effectivement impliqués dans le processus de changement climatique, avec une approche fondée sur les droits. Nous souhaitons renouveler notre appel à intégrer le droit au Consentement libre, préalable et éclairé (Free Prior Informed Consent (FPIC)) dans tout le processus de prise de décision, en accord avec les obligations et instruments internationaux, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones (UNDRIP) et la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail.

Gouvernements locaux et régionaux. En tant que décideurs, nous sommes des acteurs clés pour mettre en œuvre des actions aux niveaux local et régional, et pour catalyser les partis prenantes locales et les citoyens. Par une approche systémique de la gestion de la ville (urbanisme, transport, énergie, résilience des bâtiments...), l'action des gouvernements locaux et régionaux représente probablement la capacité de réduction des émissions de GES la plus importante à court-terme, et particulièrement sur la période 2015-2020, et joue un rôle essentiel en matière d'adaptation au changement climatique sur leurs territoires.

Le développement du renforcement de capacités et l'échange de bonnes pratiques seront très importants pour assurer l'amélioration de notre action. Le renforcement des processus de décentralisation, accompagné des ressources adéquates et d'un accès facile à de nouveaux mécanismes financiers, sera essentiel pour soutenir nos actions de définition et de mise en œuvre de politiques locales d'atténuation et de mitigation fortes.

ONGs. Nous représentons une diversité d'organisations, d'actions et d'idées. Nous menons des actions à travers le monde contre le changement climatique et ses impacts, et pour un monde durable, résilient et plus juste. Nous mobilisons partout, promovons et mettons en œuvre des solutions animées par les citoyens et axées sur les plus pauvres, aux niveaux local, national et international. Nous amplifions les voix des plus vulnérables, de ceux qui agissent. Nous sensibilisons l'opinion publique sur les causes du changement climatique, sur les impacts et sur les solutions. Nous appelons les gouvernements nationaux à écouter les voix des citoyens, et à agir en conséquence pour protéger leurs moyens de subsistance, éviter des pertes et dommages supplémentaires, permettre un système économique plus juste, en encourageant des choix et des investissements en faveur des plus pauvres et résilients au changement climatique.

Communauté scientifique. En tant que scientifiques, spécialistes des sciences sociales, avocats, humanistes, éducateurs et consultants, nous soutenons des politiques s'appuyant sur des faits et des données scientifiques solides. Nous menons des recherches, enseignons, et communiquons presque sur tous les aspects du changement climatique. Nous produisons de nouveaux savoirs, façonnons et analysons des politiques alternatives, développons et évaluons des programmes pour l'atténuation et l'adaptation. Nous aidons les entreprises, les gouvernements, les communautés et les citoyens à comprendre la complexe science du climat et les implications sociales, économiques, environnementales, juridiques, et éthiques de l'action et de l'inaction sur le changement climatique.

Femmes. Dans la diversité de leurs identités, les femmes jouent un rôle majeur pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Elles sont également confrontées aux impacts les plus négatifs du changement climatique et ont la lourde charge de reconstruire les vies après les désastres en dépit des pertes et dommages. L'égalité entre les genres devrait donc être un principe fondamental et un élément transversal de l'accord de 2015, qui devrait être en cohérence avec le cadre international sur les droits humains, prenant en compte les besoins réels aussi bien des femmes que des hommes, et en mobilisant leurs perspectives, leurs capacités et leur expertise. Nous demandons et attendons une action sur le changement climatique urgente, ambitieuse, juste, sensible au genre et légalement contraignante – non volontaire – qui intègre des approches ascendantes bénéficiant aux gens et aux communautés, respectant les droits, améliorant la résilience, réduisant les émissions actuelles et futures, et facilitant une véritable transformation.

Travailleurs et syndicats. Le monde du travail est au premier plan de la transformation nécessaire pour réduire les émissions et s'adapter au changement climatique. Nous, travailleurs et syndicats, déployons des efforts massifs pour garantir un large soutien social à l'action climatique et nous battons pour que les dirigeants s'engagent pour sécuriser une Transition Juste qui rendra nos emplois durables et soutiendra les emplois et les moyens de subsistance des travailleurs.

9 / En conclusion, nous réaffirmons le rôle crucial que jouent les acteurs non-étatiques pour répondre au défi du changement climatique, tant sur l'adaptation que sur l'atténuation.

Nous n'avons pas d'autre choix que d'arriver à un accord qui réponde aux enjeux sur lesquels alerte la communauté scientifique. Nous assurons les gouvernements nationaux de notre soutien dans la réalisation des engagements ambitieux qu'ils doivent prendre.

Nous saisissons l'opportunité du Sommet Climat pour appeler les chefs d'Etat à remettre le changement climatique en haut de l'agenda politique, à s'engager à trouver des accords sur le changement climatique en 2015, et à faire des acteurs non-étatiques des parties prenantes de la négociation et de la mise en œuvre réussies des décisions de 2015.

Ce document de position est une contribution commune de différents membres des groupes majeurs et des « constituencies » reconnus par l'ONU. Il a été élaboré à l'occasion de plusieurs réunions et sur la base de différentes contributions produites par des représentants d'organisations membres des neuf groupes.

Il montre les consensus qui existent entre les signataires. Mais, sur certaines questions spécifiques, certains membres peuvent appeler à des objectifs et perspectives plus ambitieux.

Au 22 septembre, elle a reçu le soutien des organisations suivantes :

Gouvernements locaux et régionaux: United Cities and Local Governments (UCLG), "organising partner"* du groupe majeur Autorités locales; ICLEI - Local Governments for Sustainability, point focal** de la « constituency » LGMA et "organising partner"* du groupe majeur Autorités locales; Network of Regional Governments for Sustainable Development (nrg4SD) ; Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), Metropolis

Entreprises et Industrie: Comité Français de la Chambre de Commerce Internationale (ICC); Global Compact France

Enfants et jeunesse: CliMates, United Kingdom Youth Climate Coalition (Royaume-Uni), Garjan.org (Népal), A World at School, Avenir climatique (France), REFEDD (Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable), Viração Educomunicação (Brésil), Action Jeunesse pour le Développement (Congo-Brazzaville), PUSH Sverige (Suède), Plan International

Peuples autochtones: Pan African Climate Justice Alliance (PACJA), Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee (IPACC)

Agriculteurs: World Farmers' Organisation (WFO), point focal** de la "constituency" Agriculteurs et "organising partner"* du groupe majeur Agriculteurs

ONG: NGO Federation of Nepal, Uganda Coalition for Sustainable Development - Rio and Beyond (Ouganda), Kehys-Finnish NGDO platform to the EU (Finlande), Norwegian Forum for Development and Environment (Norvège), United Religions Initiative (co-présidence du comité d'ONG de l'ONU pour la Journée Internationale de la Paix), World Future Council, Global 100% Renewable Energy, 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable), ENDA Tiers Monde, Ecocity Builders (Etats-Unis), Physicians for Social Responsibility (Etats-Unis), International Society of Doctors for the Environment (Etats-Unis), Quaker Earthcare Witness (Amérique du Nord), Sociedade Sinhá Laurinha (Brésil), Brigada Cimarrona Sebastian Lemba (République dominicaine), Mesoamerican Center for Appropriate Technology Studies -CEMAT-, National Panel on Climate Change (Guatemala), Departmental Committee on Climate Change Huehuetenango, Quiche and Sololá (Guatemala), Red South West Climate Change (Guatemala), Red Verpacos Climate Change (Guatemala), Municipal Bureau of Climate Change The Curtain (Guatemala), CEEweb for Biodiversity (Hongrie), Journalists and Writers Foundation (Turquie), Peace Islands Institute (Etats-Unis), Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons "Sail of Hope" (Russie), HELVETAS Swiss Intercooperation (Suisse), Mainstreaming Adaptation, Resilience and Sustainability into development and daily life (MARS-d Network) (Birmanie), Ecumenical Support Services (Zimbabwe), Islamic Relief Worldwide (UK), Alliance Sud, New Future Foundation, TheAdvisors.com, Global Foundation (Pakistan).

Femmes: All India Women's Conference, Soroptimist International, Mesa joint Climate Change and Gender East (Guatemala)

Travailleurs et syndicats: International Trade Union Confederation (ITUC), "organising partner"* du groupe majeur Travailleurs et syndicats, Confédération Française Démocratique du Travail- CFDT (France)

Communauté scientifique: Les organisations membres de la « constituency » n'ont pas vocation à signer ce type de textes, mais elles ont contribué à la rédaction de leur paragraphe spécifique.

*Les « organising partners » des 9 groupes majeurs coordonnent les organisations membres dans les négociations internationales sur le développement durable (post Rio+20/Objectifs de Développement Durable)

**Les points focaux, ou « focal points », des 9 « constituencies » coordonnent les organisations membres dans les négociations climatiques organisées sous l'égide de la CCNUCC

La coordination est assurée par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

Contact: Ronan Dantec, porte-parole climat de CGLU - 15 rue de Vaugirard, 75291 Paris Cedex 06

Tel : +33 1 42 34 48 67 – Mail : r.dantec@senat.fr